



ENTREPRISE LUXFER A GERZAT- PUY DE DÔME

Souveraineté sanitaire, relocalisation, réindustrialisation...

Passons des déclarations aux actes !

Mi-avril, les organisations syndicales **CFTC**, **CFDT**, **CFE-CGC**, **CGT**, **FO**, **FSU**, **Solidaires**, **UNSA**, d'Auvergne - Rhône-Alpes s'étaient exprimées ensemble sur la situation de l'entreprise LUXFER, à Gerzat, dans le Puy de Dôme pour relayer la parole des salarié.e.s de l'entreprise.

Pour rappel, cette usine de LUXFER est le leader de la production de bouteilles d'oxygène médical en Europe. Pourtant il y a 22 mois, la direction de l'entreprise décidait de fermer définitivement l'usine et de licencier tous les effectifs malgré des bénéfices en augmentation de 55 %. La raison ? Une stratégie de prédation : User de sa position de monopole et créer volontairement des difficultés d'approvisionnement pour forcer les clients à prendre des produits de plus basse qualité et faire augmenter leurs prix une première fois en 2019 et une deuxième en 2020 pendant la crise du COVID.

Dès l'annonce du projet, les salarié-e-s de LUXFER et leurs représentants CFDT et CGT, avec le soutien et l'engagement des différentes structures syndicales professionnelles et territoriales des organisations signataires, se sont démené-e-s inlassablement pour proposer des alternatives à ce plan, d'abord à LUXFER dans le cadre de la phase d'information / consultation, puis avec la recherche de repreneurs. Elles et ils ont également porté le projet d'une coopérative puis d'une réquisition de leur entreprise par l'Etat dès lors que la crise sanitaire laissait entrevoir un risque de pénurie de bouteilles d'oxygène.

Après le premier pic et alors que la perspective d'un vaccin reste éloignée, alors que l'Europe et l'ensemble des pays très fortement impactés par le COVID-19 ont déjà connu les situations de pénurie de bouteilles qu'avaient annoncées, de longue date, les ex-salarié-e-s de l'usine, la seule usine d'Europe apte à produire des bouteilles d'oxygène médical va-t-elle encore rester à l'arrêt quand les signes de la "deuxième vague" tant redoutée sont, chaque jour, plus nombreux ?

Rappelons-nous que le contexte avait amené le Président de la République Emmanuel Macron à souligner le besoin de renforcer les services publics et la nécessité de retrouver les moyens de notre souveraineté en termes de production de matériel sanitaire. Il avait déclaré vouloir "rebâtir l'indépendance de la France" notamment sur les produits de première nécessité en affirmant "qu'il est des biens et des services qui doivent être placés en dehors des lois du marché".

Les communications sur les plans de relance annoncés depuis, que ce soit au niveau national comme au niveau des régions et de l'Europe "déclinent" toutes, sous des formes diverses, les thèmes de la souveraineté économique et de l'indépendance technologique.

Les ex-salarié-e-s sont toujours prêts et disponibles pour apporter leurs compétences et leur savoir-faire au service de l'intérêt général, de la préservation de la santé de toutes et tous. Ils ont poursuivi, avec plusieurs repreneurs, l'élaboration de projets de redémarrage de l'activité bouteilles et de diversification de leur activité, autour des enjeux liés à la "transition écologique". Certains sont très avancés, y compris sur l'angle financement.

C'est pourquoi, nos organisations syndicales soussignées renouvellent leur plein soutien à la lutte sans relâche menée par les salarié-e-s et leurs organisations syndicales. Elles demandent à nouveau que tous les moyens soient déployés pour la relance de la production et la pérennité de l'usine et des emplois.

Comme premier jalon d'un projet plus vaste, la reprise de la production industrielle à LUXFER, et les projets de diversification projetés, auraient valeur de symbole, pour la région AURA, le territoire national et européen, de cette volonté affichée de retrouver souveraineté économique et indépendance technologique.

Les organisations syndicales régionales CFTC, CFDT, CFE-CGC, CGT, FO, FSU, Solidaires, UNSA, demandent à l'Etat qu'il décide enfin de s'engager concrètement et sans attendre pour obliger le groupe LUXFER à vendre l'usine. A ce jour, un repreneur sérieux avec un projet viable et financé s'est positionné, mais il reste toujours dans l'attente d'une décision de LUXFER.

Dans une délibération du 10 juillet 2020, le Conseil Régional, demande également à l'Etat d'agir pour que le propriétaire de LUXFER soit forcé de rentrer dans une solution de cession de site. La Région s'engage, si une telle démarche est initiée, à accompagner un projet de reprise du site, aussi bien en termes d'investissements que d'accompagnement des salariés. Cette opération d'accompagnement serait menée conjointement avec les autres collectivités locales, notamment le département du Puy-de-Dôme.

Plus rien ne s'oppose à la relocalisation de l'usine de Gerzat et au redémarrage de sa production de bouteilles d'oxygène médical. Tous les moyens doivent permettre d'affronter la seconde phase de la crise sanitaire que nous abordons.

La relance permettrait également au repreneur de mettre en œuvre des projets de diversification liés aux, impérieux enjeux environnementaux portés par les ex-salariés et leurs organisations syndicales, des collectivités territoriales, des élus et des organisations politiques.

Alors que des collectivités territoriales se sont engagées à différents niveaux, il est insupportable que l'Etat n'agisse pas.

Il est grand temps que les paroles se traduisent en actes.

Le 23 septembre 2020

Contacts :

Axel PERONCZYK – 06.37.78.91.79

Agnès NATON – 06.40.19.91.01